



L'agriculture en 2013 en France et en Europe

En 2013, dans l'Union européenne à 28, la valeur de la production agricole est quasi stable, la hausse des volumes produits compensant la baisse des prix. Comme la valeur des consommations intermédiaires augmente, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels diminue (- 1,3 % en moyenne), après une stagnation en 2012.

En France, selon les données provisoires les plus récentes, ce revenu, après trois années de croissance, est en forte baisse (- 19,8 %) en raison de la chute des prix des grandes cultures et de la hausse des prix des consommations intermédiaires.

L'excédent extérieur français en produits agroalimentaires (y compris le négoce international) progresse légèrement, à 11,7 milliards d'euros.

Claire Lesdos-Cauhapé, division Industrie et agriculture, Insee

En 2013, en France, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif (*définitions*) diminue fortement, alors qu'il augmentait depuis trois ans (*figure 1*). Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de la branche agricole (*définitions*) décroît en effet de 4,2 % par rapport à 2012 (*figure 2*) : elle baisse pour la production végétale (- 8,4 %), alors qu'elle continue à progresser pour la production animale (+ 2,1 %). Les volumes produits se replient légèrement pour les deux types de production, mais les prix évoluent différemment. Ceux de la plupart des productions végétales diminuent, en lien avec l'abondance des disponibilités mondiales. Ceux des productions animales s'accroissent, soutenus par la modestie de l'offre ; la seule exception concerne les œufs, qui sont en surproduction.

Production végétale : les prix chutent pour les grandes cultures

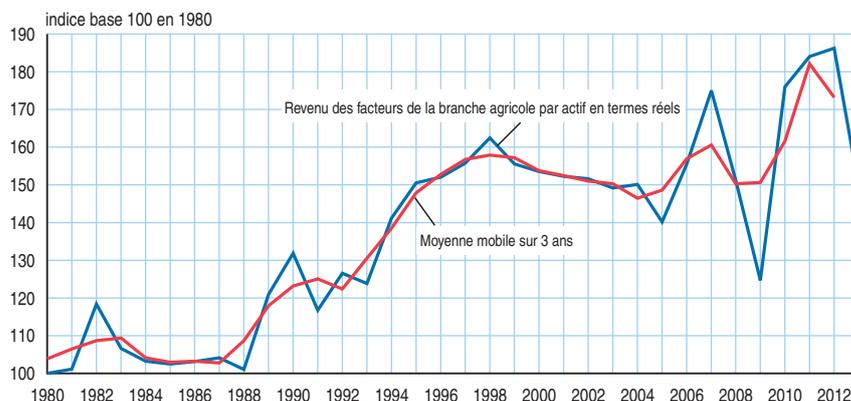
Le prix de la **production végétale** (hors subventions sur les produits) diminue en moyenne de 7,3 %. Les cours des céréales, oléagineux et protéagineux chutent, après l'envolée de 2012, en raison de la hausse des disponibilités ; en effet, la

production mondiale est abondante et les stocks se sont reconstitués. Les prix des pommes de terre reculent également fortement : alors que l'offre européenne augmente, la demande intérieure est peu dynamique du fait du climat doux de l'hiver, défavorable à la consommation. En revanche, les prix des fruits poursuivent leur progression en lien avec une récolte de fruits d'été peu abondante. Les prix des vins continuent à s'apprécier malgré la hausse de la récolte en 2013,

celle de 2012 ayant été historiquement basse.

Parallèlement, la production végétale recule de 1,1 % en volume en 2013. Les récoltes de céréales baissent légèrement : elles progressent pour le blé tendre en raison d'une hausse des surfaces, mais elles diminuent pour les autres céréales, notamment le blé dur, les rendements ayant pâti des conditions climatiques défavorables. Les productions de colza et de protéagineux chutent sous l'effet

1 France : revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels¹



1. Voir *définitions*.

Lecture : en 2013, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels en France passe de 186,2 à 149,3 (en indice), soit une baisse de 19,8 %.

Source : Insee, *compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2014, base 2010*.

d'une baisse conjointe des surfaces et des rendements. En revanche, les récoltes de fruits, notamment celles de pommes et poires, se redressent en 2013, après un fort recul en 2012. Il en est de même pour les pommes de terre, dont les surfaces augmentent, stimulées par les cours élevés de la campagne précédente. La production de vins se redresse globalement : elle augmente pour les vins courants et le champagne, mais elle continue à se réduire pour les autres vins d'appellation.

Production animale : les volumes baissent et les prix augmentent

La production animale décroît de 0,7 % en volume. Le recul se produit pour toutes les catégories, sauf pour les œufs. La production d'ovins poursuit sa baisse tendancielle. Celle de veaux se replie à nouveau en 2013, l'offre s'adaptant à une demande qui baisse en France comme à l'exportation. Il en est

de même pour la production de gros bovins, les abattages se réduisant sous l'effet d'une baisse des disponibilités dans les élevages, pour toutes les catégories de bovins sauf pour les taurillons. Les abattages de volailles diminuent, la progression pour les poulets ne compensant pas le repli pour les canards et surtout les dindes. La collecte laitière régresse en 2013, comme en 2012, même si elle repart à la hausse depuis juillet 2013 sous l'effet d'une réévaluation du prix du lait. En revanche, quasiment stable en 2012, la production d'œufs se redresse très nettement, après la forte baisse de 2011 due aux travaux de mise aux normes des bâtiments.

Le prix de la production animale (hors subventions) s'accroît en moyenne de 2,8 % en 2013. Pour le bétail, les prix s'accroissent à nouveau sensiblement pour les gros bovins et les ovins, soutenus par la modestie de l'offre, mais plus modérément pour les porcins et les veaux. La hausse des prix est

modérée pour les canards, mais plus soutenue pour les poulets et les dindes ; les mises en place de dindes ont été réduites pour s'adapter à la demande tandis que les ventes de poulets sont dynamiques, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Le prix du lait se redresse sous l'effet du renchérissement des cours des produits laitiers industriels. En revanche, après une flambée en 2012, le prix des œufs chute dans un contexte de surproduction.

Le coût des intrants continue à s'élever

La valeur des consommations intermédiaires (*définitions*) s'accroît en 2013 (+ 3,1 %), pour la troisième année consécutive. Le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires augmente, à un rythme toutefois moins soutenu qu'en 2011 et 2012, et la hausse des volumes est à nouveau modérée. Premier poste, les dépenses pour l'alimentation animale progressent de 4 % en valeur malgré un léger recul des volumes consommés ; avec l'envolée des cours des céréales en 2012, qui s'est poursuivie début 2013, les prix se sont renchérissés. Les dépenses pour l'achat d'engrais se redressent fortement (+ 8,6 %) : les prix restent élevés et les quantités utilisées augmentent très sensiblement après une baisse en 2012. Les achats de produits de protection des cultures s'accroissent à nouveau sous l'effet des hausses des prix et des volumes, le recours aux fongicides s'étant renforcé en raison du climat froid et humide du printemps. En revanche, la facture énergétique diminue avec le recul moyen des prix : la baisse des cours des produits pétroliers fait plus que compenser les hausses des prix de l'électricité et du gaz.

Le revenu des facteurs de la branche agricole se replie fortement

Le montant total des subventions à la branche agriculture (*définitions*) diminue à nouveau : il passe de 9,5 milliards d'euros en 2012 à 9,1 milliards en 2013. Les subventions sur les produits baissent encore de 1,1 %, en prolongement des décisions prises lors du Bilan de santé de la politique agricole commune. Les subventions d'exploitation, qui constituent désormais les principales aides directes à l'agriculture, fléchissent également : le paiement unique diminue en 2013, mais les aides agroenvironnementales se stabilisent, après une baisse marquée en 2012.

Dans ce compte provisoire de l'agriculture, le revenu des facteurs de la branche agricole diminue fortement en 2013 (- 19,9 %), après trois années de croissance (*figure 3*).

2 France : de la production à la valeur ajoutée¹

		Valeur 2013 (en milliards d'euros)	Évolution 2013/2012 (en %)		
			Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	(a)	72,9	-0,9	-3,3	-4,2
Produits végétaux		41,9	-1,1	-7,3	-8,4
Céréales		11,3	-0,9	-22,4	-23,1
Oléagineux, protéagineux		2,4	-14,4	-24,3	-35,2
Betteraves industrielles		1,0	-5,1	-10,3	-14,9
Autres plantes industrielles ²		0,4	-6,0	+4,4	-1,9
Fruits, légumes, pommes de terre		7,8	+3,5	-3,1	+0,3
Vins		10,6	+1,9	+6,7	+8,7
Fourrages, plantes, fleurs		8,4	-2,5	+4,9	+2,3
Produits animaux		26,4	-0,7	+2,8	+2,1
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)		11,7	-1,5	+3,3	+1,7
Volailles, œufs		4,9	+2,2	-4,7	-2,6
Lait et autres produits de l'élevage		9,8	-1,3	+6,5	+5,1
Services³		4,5	+0,1	+2,4	+2,5
Subventions sur les produits	(b)	1,1	-5,2	+4,4	-1,1
Production au prix de base⁴	(c) = (a) + (b)	73,9	-1,0	-3,2	-4,1
Consommations intermédiaires, dont :	(d)	48,4	+0,8	+2,3	+3,1
achats		39,9	+0,7	+2,2	+2,9
Sifim ⁴		1,0	+1,0	-0,8	+0,2
Valeur ajoutée brute¹	(e) = (c) - (d)	25,5	-3,6	-12,2	-15,3
Consommation de capital fixe¹	(f)	11,2	+0,9	+0,9	+1,8
Valeur ajoutée nette¹	(g) = (e) - (f)	14,3	-6,2	-20,2	-25,1

1. Voir *définitions*.

2. Autres plantes industrielles : tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

3. Services : production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agri-tourisme...

4. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (voir *définitions*).

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2014, base 2010.

3 France : de la valeur ajoutée au revenu des facteurs de la branche agricole¹

		Valeur 2013 (en milliards d'euros)	Évolution 2013/2012
			(en %)
Valeur ajoutée nette	(a)	14,3	-25,1
Subventions d'exploitation	(b)	8,1	-3,8
Autres impôts sur la production	(c)	1,6	+2,1
Impôts fonciers		1,0	+1,1
Autres		0,6	+3,7
Revenu des facteurs de la branche agricole	(d) = (a) + (b) - (c)	20,8	-19,9

1. Voir *définitions*.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2014, base 2010.

L'élément déterminant de cette baisse est le recul de la valeur de la production agricole, auquel s'ajoute l'augmentation des charges et de la consommation de capital fixe. Comme l'emploi agricole total diminue de 0,9 %, le **revenu des facteurs de la branche agricole par actif** recule un peu moins vite : - 19,2 % (figure 4). En termes réels (définitions), il chute de 19,8 %, après trois années de hausse (+ 1,2 % en 2012, + 4,6 % en 2011 et + 41,2 % en 2010). Il retrouve le niveau de 2008, proche de celui de la moyenne du début des années 2000 (figure 1).

L'excédent du commerce extérieur reste stable en 2013

En 2013, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires (hors négoce international) atteint 10,7 milliards d'euros : 4,3 milliards pour les produits agricoles bruts et 6,4 milliards pour les produits transformés. Après une progression en 2011, il reste quasiment stable depuis deux ans. L'excédent se replie nettement avec l'Union européenne, mais il croît avec les pays tiers.

L'excédent augmente de 610 millions sur les produits agricoles bruts, après une baisse en 2012, qui suivait elle-même un niveau

record en 2011. Au contraire, l'excédent se réduit de 669 millions sur les produits transformés, entièrement du fait de la dégradation des échanges avec l'Union européenne. Pour les **produits agricoles bruts**, l'amélioration du solde provient de la croissance des exportations (+ 9,1 % en valeur), portée par la nette progression des volumes (+ 7,3 %), celle des prix étant modérée (+ 1,6 %). En raison d'une hausse des volumes, les importations augmentent aussi, mais à un rythme moins soutenu (+ 6,7 %).

L'excédent s'améliore principalement pour les céréales, notamment le blé tendre (+ 735 millions d'euros) et l'orge (+ 399 millions), du fait de la progression des volumes exportés. L'excédent en pommes de terre bénéficie de l'envolée des prix. En revanche, il diminue pour les animaux sous l'effet de la baisse des exportations de gros bovins. Le solde en oléagineux devient déficitaire avec l'envolée des importations. Le déficit en fruits et légumes frais continue à se dégrader.

L'excédent en **produits transformés** se réduit (- 9,4 % en valeur). La hausse de la valeur des exportations est due aux prix, les volumes étant en léger recul ; la progression des importations est plus importante. L'excédent en boissons alcoolisées est stable, mais ceux des produits de l'industrie

sucrière et des produits laitiers se réduisent. Les déficits en produits transformés à base de viandes et en huiles et graisses s'aggravent à nouveau.

En Europe, le revenu des facteurs par actif en termes réels diminue

D'après les **comptes prévisionnels** établis en janvier 2014, dans l'Union européenne à 28 (sources), la valeur de la production agricole hors subventions en 2013 est quasi stable en termes réels (+ 0,2 %) : les volumes augmentent (+ 2,0 %) alors que les prix baissent (- 1,8 %). La **production végétale** diminue en valeur (- 1,7 %) : les croissances des volumes de production de céréales et d'oléagineux (+ 8,1 % et + 13,3 % respectivement) ont entraîné une forte baisse de leurs prix (- 17,9 % et - 21,9 %) ; inversement, les prix des pommes de terre renchérissent à nouveau (+ 23,6 %) malgré la faible hausse de la production (+ 1,2 %) ; enfin, fruits et vins augmentent à la fois en volume et en prix. La croissance de la **production animale** en valeur résulte de la seule hausse des prix (+ 2,4 %). L'augmentation du prix de production est particulièrement marquée pour le lait (+ 9,5 %) alors que celui des œufs se retourne à la baisse.

Les **consommations intermédiaires** augmentent de 0,7 % en termes réels, les hausses en volume des consommations d'énergie (+ 1,6 %) et d'engrais (+ 4,4 %) étant atténuées par les baisses de leurs prix. Les autres charges nettes s'alourdissent légèrement, si bien que le **revenu des facteurs par actif** baisse (- 1,3 % en termes réels), après deux années « hautes ». Il recule dans 16 des 28 États membres. Les plus fortes progressions ont lieu aux Pays-Bas (+ 11,5 %), à Malte, en Espagne et en Roumanie ; les baisses les plus marquées le sont en Estonie (- 17,6 %), France, Croatie et Allemagne, tirées par la chute des prix des céréales.

Depuis l'année 2005, dans l'ensemble de l'Union européenne à 28, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif a augmenté de 28,7 % en termes réels (figure 5), selon les données disponibles fin janvier 2014. Il a progressé dans 23 pays. Dans les États de l'ancienne Union européenne à 15, ce revenu n'a augmenté globalement que de 17,7 %, mais avec de fortes disparités. Il a notamment reculé en Irlande (- 17,7 %) et au Luxembourg (- 13,4 %). Dans le même temps, il a augmenté de plus de 40 % au Danemark (+ 82,3 %), au Royaume-Uni (+ 46,4 %) et en Suède (+ 42,2 %). La France se situe légèrement en dessous de la moyenne. Dans trois des nouveaux États membres

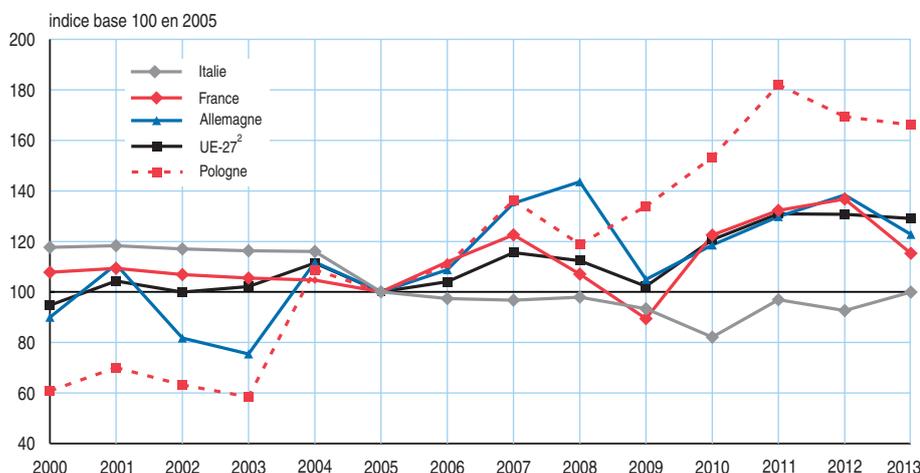
4 France : chute du revenu des facteurs de la branche agricole entre 2012 et 2013

	en %
Revenu des facteurs de la branche agricole	- 19,9
Revenu des facteurs de la branche agricole par actif	- 19,2
Revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels	- 19,8
Évolution du prix du produit intérieur brut	+ 0,8
Évolution du nombre d'UTA ¹ total	- 0,9
Évolution du nombre d'UTA des actifs non salariés	- 2,2

1. Unités de travail annuel (équivalents temps plein de l'agriculture).

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2014, base 2010.

5 Union européenne : revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels¹



1. Voir définitions.

2. Les données pour l'UE-28 ne sont pas disponibles avant 2005.

Source : Eurostat, compte européen de l'agriculture prévisionnel arrêté fin janvier 2014 (pour la France, dans la figure 4, les données ont été actualisées en mai 2014).

(Estonie, Hongrie, Lituanie), il a augmenté de plus de 75 % et il a plus que doublé en Slovaquie. Ces bons résultats sont dus essentiellement à la forte réduction des effectifs agricoles. ■

Sources

Les comptes européens et français sont établis selon la méthodologie et les concepts du Système européen des comptes (SEC), mais à des périodes différentes :

- pour l'Europe, il s'agit de données **prévisionnelles** fournies à Eurostat en janvier 2014 par les États membres ;
- pour la France, le compte **provisoire** 2013 repose sur des informations disponibles en mai 2014, plus complètes que celles des comptes prévisionnels européens. Le passage aux concepts et méthodes de la base 2010 induit peu de modifications pour ce compte. Le commerce extérieur comprend désormais le négoce international (970 millions d'euros en 2013). À titre d'information, le revenu des facteurs de la branche agricole calculé en janvier 2014 diminuait de 15,7 %.

Définitions

La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive, et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

La production au **prix de base** est égale à la production valorisée au prix auquel vend le producteur, plus les subventions sur les

produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Les **consommations intermédiaires** correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent les **services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)**. Les Sifim représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

La **valeur ajoutée brute** est égale à la production valorisée au prix de base dont on retranche les consommations intermédiaires. Les **subventions à l'agriculture** comprennent les **subventions sur les produits** (aides associées à certains types de production), qui ont pour la plupart disparu en 2010, et les **subventions d'exploitation**, telles que le paiement unique, les aides pour calamités agricoles, les contrats d'agriculture durable...

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement. Elle est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux.

Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- la **valeur ajoutée nette** est égale à la valeur ajoutée brute diminuée de la consommation de capital fixe ;
- le **revenu des facteurs** de la branche agricole correspond à la « valeur ajoutée nette au coût des facteurs » (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation – autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre total d'unités de travail annuel (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **revenu des facteurs par actif**. Celle-ci est aussi présentée en termes réels.

Les indicateurs de revenu de la France et toutes les données européennes (de la production aux indicateurs de revenu) sont présentés **en termes réels** : les évolutions à prix courants sont déflatées par un indice qui reflète l'évolution générale des prix dans chacun des États membres. Vu les grandeurs considérées, on n'utilise pas l'indice des prix à la consommation, mais l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un revenu calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution générale des prix. Il s'agit d'une moyenne qui résulte d'une grande diversité de situations individuelles.

Bibliographie

- « Les comptes nationaux provisoires de l'agriculture en 2013 » seront disponibles sur www.insee.fr en juillet 2014, en plus des précédents rapports de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation.
- Lesdos-Cauhapé C., « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2013 - Baisse des prix des grandes cultures et des œufs », *Insee Première* n° 1477, décembre 2013.
- « Le revenu agricole réel par actif en baisse de 1,3 % dans l'UE 28 », communiqué de presse n° 193/2013, Eurostat, 13 décembre 2013.
- « Les résultats économiques provisoires des exploitations agricoles en 2013 », *Agreste-Primeur* (SSP), ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, n° 314, juillet 2014.
- « Commerce extérieur agroalimentaire », *Agreste Conjoncture* (SSP), ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Synthèses n° 2014/235, mars 2014.
- Bessone A.-J., Passeron V., Soual H., « Les comptes de la Nation en 2013 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, mai 2014.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14

Directeur de la publication :

Jean-Luc Tavernier

Rédacteur en chef :

E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :

J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,

C. Pfister, V. Quénechdu

Maquette : P. Nguyen

Impression : Jouve

Code Sage IP141505

ISSN 0997 - 3192

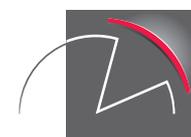
- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
www.insee.fr/collections-nationales

- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :

<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :

<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>



Insee
Mesurer pour comprendre